

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–16 février 2011

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour examen

F

Distribution: GENERAL

WFP/EB.1/2011/6-A/Add.1

30 décembre 2010

ORIGINAL: ENGLISH

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM AU MALI (2003-2009)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, RMP*	M. C. Kaye	tél.: 066513-2197
Conseiller principal pour les programmes, OD**	M. P. Rodrigues	tél.: 066513-2361
Chef, RMPP***	M. K. Owusu-Tieku	tél.: 066513-3018
Chargé de la gestion des résultats, RMPP	Mme M. Hassinen-Agoya	tél.: 066513-3752

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle

** Département des opérations

*** Sous-Direction de la gestion des résultats

CONTEXTE

1. Le Secrétariat accueille avec intérêt les recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Mali (2003–2009). Les réponses du Secrétariat et les mesures à prendre pour donner suite aux recommandations sont exposées dans le présent document.
2. Le bureau de pays élaborera une stratégie de pays pour mettre son travail en adéquation avec les programmes nationaux relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et améliorer la cohérence des activités. Il définira les ressources nécessaires pour exécuter la stratégie de pays et établira une stratégie de mobilisation de ressources.
3. Pour donner suite aux recommandations, le bureau de pays est en train de renforcer ses capacités dans le cadre du processus de décentralisation orchestré par le Gouvernement, afin d'améliorer les résultats des interventions concernant la nutrition et la santé, l'éducation et l'alimentation scolaire, le développement rural et les marchés.

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM AU MALI (2003–2009)**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
Questions transversales			
<p>1: optimiser la mobilisation de ressources et adapter la portée des activités aux ressources disponibles, par exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ en remettant en place une plate-forme à Mopti pour couvrir les quatre régions du nord du pays, ce qui réduirait les coûts opérationnels; ➤ en recentrant les activités opérationnelles sur les interventions d'urgence, qui bénéficient du soutien des donateurs, et en apportant un appui technique au Gouvernement dans d'autres domaines de compétence du PAM; ➤ en redéfinissant les activités Vivres contre travail afin de s'employer avec des partenaires forts à répertorier les situations dans lesquelles l'assistance alimentaire peut apporter une réelle valeur ajoutée et repose dès le départ sur des ressources sûres. 	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Si les ressources financières le permettent, le bureau de pays envisagera d'embaucher un fonctionnaire international pour administrer le bureau auxiliaire de Mopti.</p> <p>Les donateurs ont soutenu les interventions d'urgence du PAM. Conformément à la stratégie de pays et afin de pérenniser l'appui offert par les donateurs, les activités opérationnelles viseront à renforcer les capacités en matière d'éducation, de développement rural, de sécurité alimentaire et de nutrition, en vue de garantir la rapidité des interventions et la ponctualité des livraisons en cas d'urgence.</p> <p>Le bureau de pays appuiera les grands projets gouvernementaux de développement rural comme la construction de barrages et le reboisement, dans le cadre desquels les modalités Vivres contre travail sont les plus appropriées.</p>	<p>Novembre 2011</p> <p>Juillet 2011</p>
<p>2. Élaborer des programmes intégrés de manière à:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ garantir les synergies entre les activités (santé maternelle et infantile, alimentation scolaire et développement rural), ce qui supposerait un regroupement sur le plan géographique et correspondrait mieux aux efforts de décentralisation du Gouvernement; 	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le bureau de pays élaborera la stratégie de pays début 2011, avec le concours du bureau régional et de la Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle. La stratégie établira clairement des liens et des synergies entre les interventions du PAM et les priorités gouvernementales.</p>	Novembre 2011



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM AU MALI (2003–2009)**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> ➤ permettre à l'unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité de mieux identifier les bénéficiaires vulnérables à un niveau inférieur à celui des régions; ➤ modifier le système de suivi (en adaptant les cadres logiques et les indicateurs aux différentes situations et capacités) afin qu'il devienne un véritable système de gestion. 		<p>Le bureau de pays collaborera avec le Siège et le bureau régional pour améliorer l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) ainsi que le suivi et l'évaluation. Il recherchera des fonds supplémentaires pour: i) embaucher un responsable national du suivi et de l'évaluation et un chargé de l'analyse ACV (P-3); ii) examiner les outils et les méthodes de suivi et d'évaluation existants; et iii) former les chargés de programmes, le personnel des bureaux auxiliaires et les partenaires coopérants au suivi et à l'évaluation.</p>	<p>Décembre 2011</p>
<p>3. Repenser la position du PAM dans le processus de décentralisation, conformément aux décisions et aux mesures prises pour donner suite à la recommandation 2.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>La recommandation est acceptée. Pour soutenir le processus de décentralisation au Mali, le bureau de pays a entrepris de renforcer les capacités au niveau des districts, en ciblant les maires et les conseillers, afin que ceux-ci participent pleinement aux projets appuyés par le PAM.</p> <p>On est en train de renforcer les capacités du personnel des bureaux auxiliaires afin de garantir une contribution efficace au processus de décentralisation du Gouvernement grâce au partage de l'information, ainsi qu'à la réalisation d'activités conjointes et de missions communes avec d'autres institutions au niveau municipal.</p>	<p>Juin 2011</p>
<p>4. Effectuer des ajustements institutionnels avec le CSA en précisant les rôles et les responsabilités par rapport à la Direction nationale des projets du PAM.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>La recommandation est acceptée. Le bureau de pays a demandé au Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale de créer un comité pour étudier les futurs rôles et attributions de la Direction nationale des projets du PAM, conformément aux réformes relevant de l'initiative Unité d'action Unies dans l'action des Nations Unies qui sont en cours au Mali.</p>	<p>Septembre 2011</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM AU MALI (2003–2009)**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
Nutrition et santé			
<p>5. Examiner la stratégie du PAM en matière de nutrition au regard du choix des opérations, de l'approche à long terme et de la stratégie de transfert des responsabilités concernant les activités liées au VIH et au sida.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée. La stratégie de pays sera établie compte tenu du forum consultatif national, de sorte qu'elle concorde avec la politique gouvernementale en matière de nutrition.</p> <p>Le bureau de pays collaborera avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Ministère de la santé, avec l'appui technique du bureau régional, pour revoir le mode de sélection des interventions et améliorer le ciblage. Cette collaboration facilitera la prise en main par le Gouvernement des activités touchant la nutrition ainsi que le VIH et le sida après le transfert des responsabilités.</p>	Novembre 2011
<p>6. Participer aux travaux de recherche sur l'alimentation complémentaire produite localement</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée. Le bureau de pays examine la possibilité d'acheter localement des aliments complémentaires avec l'aide du Siège, et participe à un étude menée par Helen Keller International sur l'acceptabilité du mélange maïs-soja enrichi CSB++ et d'autres aliments composés enrichis, qui sont produits localement. Le bureau de pays prévoit de collaborer avec l'équipe interorganisations REACH pour donner suite aux recommandations issues de l'étude, et de travailler en partenariat avec les parties prenantes locales pour soutenir les petites entreprises, en particulier celles gérées par des groupes de femmes.</p>	Décembre 2011
<p>7. Obtenir les ressources financières, logistiques et humaines nécessaires pour recenser correctement les personnes souffrant de dénutrition modérée et mettre au point les outils et stratégies appropriés.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée. Le bureau de pays continuera de collaborer avec l'UNICEF pour aider le Gouvernement à parachever la stratégie nationale en matière de soins et d'appui aux populations souffrant de malnutrition modérée. L'équipe de pays des Nations Unies continuera de mobiliser des ressources. Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de pays, les besoins en effectifs seront examinés pour veiller à ce que le bureau de pays soit en mesure d'aider le Gouvernement à lutter contre la malnutrition.</p>	Juillet 2011



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DU PAM AU MALI (2003–2009)

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
Éducation et alimentation scolaire			
<p>8. Établir et systématiser dans les écoles les activités Vivres pour la formation, afin de renforcer les capacités des communautés bénéficiaires, en mettant l'accent sur les parents et les responsables locaux.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée. Le bureau de pays a renforcé les capacités des comités directeurs des écoles en vue d'améliorer les rapports sur les stocks, l'hygiène, et le rôle joué par ces comités s'agissant de sensibiliser les communautés à la question de la scolarisation des enfants. Il est donné suite à la recommandation avec le concours du Ministère de l'éducation et de partenaires coopérants, à la faveur des modalités classiques de formation en milieu scolaire. Le bureau de pays étudiera également la possibilité d'utiliser des stocks alimentaires pour appuyer les activités Vivres pour la formation à l'avenir.</p>	Septembre 2011
<p>9. Inventorier minutieusement les programmes d'alimentation scolaire, afin d'adapter les ressources du PAM aux réalités du terrain et d'ajuster les dépenses de manière à tirer le meilleur parti de ces ressources.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée. Conformément à la nouvelle politique nationale en matière d'alimentation scolaire, le bureau de pays aide le Gouvernement à réviser l'inventaire effectué en 2007. Ces informations faciliteront l'élaboration de propositions de financement destinées à transposer à plus large échelle le programme de repas scolaires dans les zones les plus vulnérables.</p>	Juin 2011
Développement rural et marchés			
<p>10. Élaborer des approches bilatérales de manière à donner plus d'ampleur aux stratégies de développement et d'assistance alimentaire, comme dans le cas du projet de l'Office pour la mise en valeur du système Faguibine.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée. De nouvelles propositions de financement bilatérales ont été élaborées, qui tiennent compte de la nécessité de s'attaquer aux problèmes liés aux changements climatiques et à la sécurité alimentaire. Si les fonds le permettent, les techniques efficaces mises au point et utilisées dans le cadre du projet rizicole bilatéral japonais, pourraient être transférées à l'Office pour la mise en valeur du système Faguibine (voir aussi la partie de la recommandation 1 relative aux projets Vivres contre travail).</p>	Février 2011
<p>11. Réviser les normes relatives aux activités Vivres contre travail de manière à les faire mieux correspondre à la réalité sur le terrain.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée. Le bureau de pays examinera les normes relatives aux activités Vivres contre travail eu égard aux directives du PAM concernant les programmes et aux meilleures pratiques d'autres pays, avec l'aide du bureau régional.</p>	Décembre 2011